



N°52190#02

NOTICE

Requête en adoption plénière d'un enfant par une personne à titre individuel

(Articles 343 et suivants du code civil, articles 1165 et suivants du code de procédure civile)

Cette notice est à lire attentivement avant de remplir le formulaire n°15742 auquel elle est jointe.

Quelques notions utiles :

L'adoption plénière est, avec l'adoption simple, une des deux formes possibles d'adoption.

Il est possible d'adopter un enfant à titre individuel sous certaines conditions.

L'adoption plénière va créer un nouveau lien de parenté entre le parent adoptant et l'enfant (l'adopté(e)) et va supprimer alors les liens de parenté qui existaient déjà entre lui et ses parents biologiques. A l'inverse de l'adoption simple, **les deux liens de filiation ne peuvent pas coexister.**

L'adoption plénière va produire des effets, notamment en matière de nom, d'autorité parentale et d'obligation alimentaire. L'adopté(e) aura les mêmes droits et devoirs dans sa nouvelle famille qu'une personne dont la filiation est fondée sur la procréation.

L'adoption plénière est irrévocable.

Qui peut saisir le juge ?

Vous souhaitez adopter, à titre individuel, par adoption plénière, un enfant **qui a été accueilli dans votre foyer avant l'âge de quinze ans.**

Vous avez obtenu un agrément d'adoption et avez accueilli l'enfant dans votre foyer pendant au moins 6 mois.

Vous souhaitez alors présenter une requête au juge afin d'obtenir un jugement d'adoption plénière.

Si vous êtes dans cette situation, le formulaire « Requête en adoption plénière d'un enfant par une personne à titre individuel » vous permet de saisir le juge à cet effet.

Quand utiliser cette procédure ?

La procédure d'adoption plénière d'un enfant par une seule personne peut être utilisée lorsque vous souhaitez que l'enfant rompe sa filiation par le sang (avec sa famille d'origine) tout en créant une nouvelle filiation avec vous.

Plusieurs conditions doivent être préalablement réunies avant de saisir le juge.

Conditions tenant à l'adoptant

Âge :

Vous devez avoir plus de 28 ans (marié(e) ou non, vivant seul(e) ou en couple).

Si vous êtes marié(e), il est nécessaire d'obtenir le consentement de votre conjoint(e).

Différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté(e) :

Vous devez avoir 15 ans de plus que l'enfant dont vous demandez l'adoption plénière, sauf dérogation accordée par le juge.

Agrément :

Vous devez obtenir par le président du conseil départemental de votre département de résidence un agrément si l'adoption concerne :

- ▶ un pupille de l'État ;
- ▶ un enfant remis à un organisme autorisé pour l'adoption ;
- ▶ un enfant étranger.

Conditions tenant à l'enfant adopté

Condition d'âge de l'adopté(e) :

L'enfant dont vous demandez l'adoption plénière doit avoir moins de 15 ans. Toutefois, l'adoption plénière d'un jeune majeur de 20 ans au plus est possible dans les 2 cas suivants :

- ▶ si vous l'avez accueilli alors qu'il avait moins de 15 ans et que vous ne remplissiez pas les conditions pour l'adopter ;
- ▶ si vous l'avez adopté en la forme simple alors qu'il avait moins de 15 ans.

Si l'adopté(e) a plus de 13 ans, il doit donner son accord devant un notaire français ou étranger qui établira un acte authentique à cet effet, ou devant un agent consulaire ou diplomatique français, ou encore devant le service de l'aide sociale à l'enfance qui a recueilli l'enfant.

Enfants adoptables :

Les enfants adoptables sont :

- ▶ les pupilles de l'État ;
- ▶ les enfants dont les parents ou le conseil de famille ont accepté l'adoption ;
- ▶ les enfants déclarés délaissés par jugement du tribunal ;
- ▶ les enfants étrangers en fonction de la législation applicable ;

Conditions tenant à la procédure

En amont de la procédure d'adoption proprement dite, qui est judiciaire, vous devez avoir préalablement respecté les étapes suivantes :

Agrément :

Pour pouvoir adopter un enfant, vous devez obtenir un agrément délivré par le service d'aide sociale à l'enfance de votre département. Il est accordé pour 5 ans. Chaque année, vous devez confirmer par écrit que vous maintenez votre projet d'adoption.

Son attribution est notamment conditionnée par une évaluation sociale et psychologique de votre projet d'adoption.

Placement de l'enfant en vue de l'adoption :

Une fois obtenu l'agrément, l'enfant doit être placé dans votre foyer pendant au moins 6 mois.

A savoir : la procédure est différente en cas d'adoption d'un enfant à l'étranger. Vous devez alors respecter aussi les exigences de la législation de son pays d'origine qui sont indiquées dans les fiches pays de l'adoption internationale.

Pour de plus amples renseignements, sélectionnez le pays sur les fiches en ligne du ministère des affaires étrangères et du développement

(<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/adopter-a-l-etranger/comment-adopter-a-l-etranger/les-fiches-pays-de-l-adoption-internationale/fiches-pays-adoption/>).

Condition de délai :

Vous pourrez déposer ou envoyer la requête à l'expiration du délai de rétractation de 2 mois à compter des actes de consentement requis (voir « Les pièces à fournir »).

Comment présenter votre demande ?

La requête doit indiquer précisément que votre demande concerne une adoption plénière.

Elle peut être faite sur papier libre ou à l'aide du formulaire sans recourir à un avocat **si l'enfant dont vous demandez l'adoption a été accueilli dans votre foyer avant l'âge de quinze ans.**

Dans le cas contraire, si l'enfant dont vous sollicitez l'adoption a été recueilli à votre foyer **après l'âge de ses quinze ans, vous devez nécessairement être représenté par un avocat** pour une telle demande, en sollicitant au besoin le bénéfice de l'aide juridictionnelle.

La requête doit être datée et signée.

N'oubliez pas d'y joindre tous les documents et pièces utiles au traitement de votre demande.

Les renseignements concernant votre identité

Les renseignements demandés à ce paragraphe vous concernent en tant que signataire de la requête. Il s'agit de compléter très lisiblement votre identité.

Les renseignements concernant l'adopté(e)

Vous devez remplir avec soin la partie concernant l'état civil de l'enfant dont vous

sollicitez l'adoption plénière.

Dans cette partie du formulaire, vous devez aussi notamment renseigner avec précision les personnes ou organes ayant exprimé leur consentement à l'adoption plénière, ainsi que les autorités et les dates de recueil de ces consentements.

Les renseignements concernant votre situation

Veillez indiquer si vous êtes célibataire ou en couple. Le cas échéant, renseignez avec soin l'identité de votre époux (se) ou partenaire de pacte civil de solidarité et indiquez la date de conclusion de votre mariage ou de votre PACS.

Si vous êtes marié(e), il est nécessaire d'obtenir le consentement de votre conjoint(e).

Veillez indiquer si vous avez ou non des enfants en cochant la case correspondante et en renseignant, le cas échéant, les éléments demandés.

Les renseignements concernant votre demande

Dans ce paragraphe, vous déclarez être profondément attaché(e) à l'adopté(e), l'élevant comme votre propre enfant et vous désirez concrétiser cet attachement par une adoption plénière qui aura pour résultat de resserrer davantage les liens d'affection qui existent entre vous.

Il vous est possible également de demander au tribunal un changement de son prénom (si l'adopté(e) a plus de 13 ans son consentement personnel est requis)

Les renseignements concernant les motifs de votre demande

Vous devez exposer au juge les raisons qui vous amènent à faire cette demande, notamment l'existence d'un lien affectif ancien ou d'une relation filiale avec l'enfant.

Où présenter votre demande ?

Votre demande, complétée et adressée au **procureur de la République**, doit être déposée ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception :

- ▶ au tribunal de grande d'instance du lieu de votre domicile **si vous résidez en France** ;
- ▶ ou, au tribunal de grande instance du lieu du domicile de l'enfant **si vous résidez à l'étranger** ;
- ▶ ou, au tribunal de grande instance choisi en France par vous-même **si vous et l'enfant résidez à l'étranger**.

Pour connaître le tribunal compétent, indiquez la commune ou le code postal sur l'annuaire en ligne des tribunaux de grande instance (<http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-tribunaux-de-grande-instance-21768.html>).

Les pièces à fournir à l'appui de votre demande :

La demande doit être accompagnée de tous les documents utiles suivants :

- l'agrément délivré par le service d'aide sociale à l'enfance de votre département si l'enfant est pupille de l'État ou remis à un organisme autorisé pour l'adoption ou s'il est étranger ;
- la copie intégrale datant de moins de 3 mois de votre acte de naissance ;
- la copie intégrale datant de moins de 3 mois de l'acte de naissance de l'adopté(e) ;
- la copie intégrale datant de moins de 3 mois de l'acte de naissance de vos enfants si vous en avez ;
- la photocopie de votre livret de famille et de celui de l'adopté(e) (pages mariage et pages enfants même si ces pages sont vierges) ;
- la copie intégrale datant de moins de 3 mois de votre acte de mariage ou la copie de votre certificat de PACS, le cas échéant ;
- la copie intégrale datant de moins de 3 mois de l'acte de naissance de votre conjoint(e) ou de votre partenaire de PACS, le cas échéant ;
- les consentements à adoption des parents de l'adopté(e), non déchu de leurs droits parentaux, faits devant un notaire ou devant un agent consulaire ou diplomatique français, ou encore devant le service de l'aide sociale à l'enfance qui a recueilli l'enfant. En cas d'impossibilité de fournir le consentement des parents, veuillez indiquer toutes les diligences entreprises pour essayer de les retrouver.
- l'acte de décès si les parents de l'adopté(e) sont décédés ;
- la copie de la décision judiciaire si les parents ont perdu leurs droits d'autorité parentale par l'effet de cette décision ;
- le consentement à adoption du conseil de famille ou du conseil de famille des pupilles de l'État du département dans le cas où l'adopté(e) n'a aucune filiation établie, ou lorsque les deux parents sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou ont perdu leurs droits d'autorité parentale ;
- la copie de la décision judiciaire déclarant l'enfant délaissé si l'enfant a été judiciairement déclaré en situation de délaissement parental ;
- si vous êtes marié(e), le consentement de votre conjoint(e) fait devant un notaire ou devant un agent consulaire ou diplomatique ;
- le consentement à adoption de l'adopté(e) s'il a plus de 13 ans fait devant un notaire ou devant un agent consulaire ou diplomatique français, ou encore devant le service de l'aide sociale à l'enfance qui a recueilli l'enfant ;
- les actes de non-rétractation des consentements requis à l'expiration d'un délai de 2 mois ;
- des précisions sur le choix du nom de famille de l'adopté(e) ;
- le consentement de l'adopté(e) à son changement de prénom s'il a plus de treize ans ;
- l'attestation sur l'honneur que l'adoption sollicitée n'est pas de nature à compromettre la vie familiale si vous avez déjà un ou plusieurs enfant(s) ;
- si vous êtes marié(e), l'attestation sur l'honneur selon laquelle vous n'êtes « ni séparé(e)s de corps, ni divorcé(e)s ni en instance de divorce »
- l'avis de vos enfants majeurs concernant le projet d'adoption. Si vos enfants sont mineurs, il convient de préciser leur âge et le lien entretenu avec l'adopté(e).

Si vous êtes de nationalité étrangère, vous devez joindre le certificat de coutume, relatif à la loi nationale du pays dont vous êtes ressortissants, en matière d'adoption, délivré par le consulat ou par un avocat de ce pays.

Si vous êtes domiciliés à l'étranger après votre mariage, vous devez joindre le certificat

de coutume, relatif à la loi, en matière d'adoption, du pays de votre domicile après mariage, délivré par le consulat ou par un avocat de ce pays.

Si l'adopté(e) est un mineur étranger, vous devez joindre la copie recto-verso (les deux côtés) de son justificatif d'identité * et le certificat de coutume délivré par le consulat ou un avocat du pays dont il est ressortissant prouvant que la loi personnelle de l'enfant n'interdit pas son adoption plénière (cela ne concerne pas le mineur étranger né et résidant en France).

* Est considérée comme une pièce d'identité tout document officiel délivré par une administration publique comportant les nom, prénoms, date et lieu de naissance, une photographie et la signature de l'intéressé, ainsi que l'identification de l'autorité qui a délivré le document, la date et le lieu de délivrance.

Comment se poursuit la procédure ?

La convocation à l'audience :

Vous serez convoqué(e) à l'adresse que vous avez indiquée dans votre requête.

Vous avez désormais la possibilité de recevoir l'avis d'audience par courriel à l'adresse que vous aurez indiquée dans votre demande.

Il vous appartient d'informer le greffe de tout éventuel changement de domicile ou d'adresse de messagerie.

Lors de l'audience :

Les débats, s'il y en a, ont lieu à huis clos, en « chambre du conseil ».

A l'audience, le juge entendra vos explications, examinera les pièces qui lui seront remises et posera les questions qu'il estimera utiles.

Il a pour mission de vérifier que les conditions de l'adoption plénière sont remplies et que celle-ci est conforme à l'intérêt de l'adopté(e).

L'enfant capable de discernement est entendu dans des conditions adaptées à son âge et son degré de maturité soit par le juge soit par une personne désignée à cet effet. L'enfant peut être entendu seul ou avec un avocat ou une personne de son choix (le juge peut désigner une autre personne si ce choix n'apparaît pas conforme à l'intérêt de l'enfant).

S'il y a lieu, il peut faire procéder à une enquête par toute personne qualifiée ou désigner un médecin pour procéder à tout examen qui lui paraîtrait nécessaire.

Le ministère public (le procureur de la République) donne son avis à la demande d'adoption plénière.

A l'issue de l'audience :

Même si les conditions légales sont remplies, le tribunal de grande instance n'est jamais obligé de prononcer une adoption. Il doit en apprécier l'opportunité au regard du seul intérêt de l'enfant adopté et s'assure qu'elle ne compromet pas la vie familiale (notamment si vous avez déjà des enfants). Le tribunal peut alors refuser une adoption plénière et proposer, à la place, une adoption simple.

Le jugement est rendu en audience publique.

Une fois la décision rendue, vous en recevrez une copie transmise par le greffe du tribunal de grande instance.

Si l'adoption est prononcée, le jugement n'est pas motivé ; il l'est en revanche si l'adoption n'est pas prononcée.

Effets de l'adoption :

Si l'adoption plénière est prononcée par le juge, plusieurs effets vont se produire, notamment :

- ▶ l'enfant adopté a les mêmes droits et devoirs qu'un enfant né de vous, y compris en matière d'empêchements à mariage ;
- ▶ l'adoption plénière est irrévocable ;
- ▶ l'acte de naissance d'origine de l'enfant est annulé : la transcription du jugement lui tient désormais lieu d'acte de naissance. L'enfant est inscrit sur votre livret de famille comme si vous étiez son parent biologique ;
- ▶ l'autorité parentale vous est exclusivement et intégralement dévolue ;
- ▶ une obligation alimentaire est créée entre vous et l'enfant adopté, et réciproquement.
- ▶ votre nom remplace celui de l'enfant adopté. Il vous est possible également de demander au tribunal un changement de son prénom ;
- ▶ l'enfant adopté pendant sa minorité acquiert automatiquement la nationalité française si vous êtes vous-même Français. Il est considéré alors Français dès sa naissance.
- ▶ l'enfant adopté a vocation à hériter de vous ;
- ▶ l'enfant adopté perd ses droits et devoirs envers sa famille antérieure, il n'hérite pas de cette famille et celle-ci n'hérite pas de lui. Aucun droit de visite n'est à prévoir (sauf, éventuellement, vis-à-vis de tiers ayant pris soin de l'enfant).

Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations :

Il vous est possible de recevoir par communication électronique les avis, récépissés, convocations transmis par le greffe. Pour cela, vous devez avoir donné votre consentement.

Le formulaire cerfa n° 15414 "Consentement à la transmission par voie électronique" vous permet d'effectuer ce consentement.

Cette acceptation vous engage à prendre connaissance des courriels ou SMS qui vous seront transmis par voie électronique et à signaler au greffe toute difficulté technique de réception ou changement d'adresse.

Adoption : création d'un lien de famille ou de filiation entre l'adopté(e), généralement un enfant et le ou les adoptants, son/ses nouveaux parents qui ne sont pas ses parents biologiques.

Adoption plénière : création d'un nouveau lien de filiation entre l'adoptant et l'adopté(e) en remplacement du lien de filiation qui existait entre l'adopté(e) et sa famille d'origine.

Adoption simple : création d'un nouveau lien de filiation entre l'adoptant et l'adopté(e) sans suppression du lien de filiation entre l'adopté(e) et sa famille d'origine.

Filiation : lien unissant un enfant à son père ou à sa mère.

Obligation alimentaire : aide matérielle et/ou financière donnée à une personne dans le besoin et qui ne peut assurer seule sa survie.

Pupille de l'État : enfant ayant perdu tout lien avec sa famille (par exemple, enfant orphelin ou de parents inconnus) et confié aux services de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Séparation de corps : situation juridique qui résulte d'un jugement mettant fin à l'obligation de vie commune d'un couple marié.

Certificat de coutume : attestation relative à l'existence, au contenu et à l'interprétation d'une loi étrangère.